

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

30 JAN. AU 5 FÉVRIER 1992

N° 856

10,00 F

BAS SALAIRES

Plaidoyer pour les oubliés

A l'heure où les entreprises réalisent des bénéfices substantiels, les salariés regardent s'affaïsser leur pouvoir d'achat. Parmi ces derniers, ceux qui ont le plus à se plaindre de la politique gouvernementale sont les bas salaires, exécuteurs de tâches souvent ingrates, qu'aucun salaire conséquent ne vient adoucir. Henri Bouyé se penche sur leur cas.

LS n'en mouraient pas tous, mais tous étaient « frappés ». Ce n'est évidemment pas de la peste dont, dans une fable fameuse, La Fontaine entretenait ses contemporains, qu'il est question ici, mais bien de ceux qui, de nos jours, sont atteints d'un autre mal : celui de la pauvreté. Et une pauvreté au sein de laquelle les statisticiens, dans un langage sélectif et tristement évocateur, distinguent deux catégories : celle de ceux qui, dans leur descente aux enfers, n'en sont encore qu'au seuil de cette pauvreté ; et puis, à l'étage inférieur, les damnés qui sont déjà au dessous de ce seuil. Le tout constituant la multitude des sous-payés : chômeurs en sursis privilégiés par rapport aux sans emploi (chômeurs secourus ou non), salariés ayant une feuille de paie (et quelle paie !). Des veinards, ceux-là ! Ils font partie des travailleurs en activité...

On les trouve surtout - et c'est bien là qu'ils sont des galeux : partout où doivent être exécutées les tâches les plus ingrates, les plus exténuantes et, à coup sûr, les moins motivantes : dans le bâtiment, dans les usines, dans le « petit » personnel de bureau, dans les fabriques de vêtements ou de chaussures (avec leur cortège de travaux à domicile) dans une frange du petit et moyen commerce, dans les grandes surfaces commerciales



où une main d'œuvre presque exclusivement féminine est scandaleusement vasalisée et surexploitée. (Cette liste n'étant malheureusement pas exhaustive.) Et tout cela en échange d'un salaire de misère n'atteignant pas toujours le SMIC, ne le dépassant que rarement, considéré très couramment comme salaire maximum par un patronat insatiable usant, pour déboursier le moins possible, de toutes les ficelles dont les emplois précaires, à mi-temps, ou les contrats à courte durée déterminée. Au point où nous en sommes, le patronat n'est plus astreint à prendre des risques en embauchant, mais le salarié, lui, est plus que jamais privé de garanties.

On connaît la plainte patronale : les charges sociales (donc les salaires) en s'élevant, limitent les possibilités d'investissement des entreprises en faveur d'une plus grande productivité et, par voie de conséquence, de la « compétitivité » commerciale. On connaît aussi le refrain des responsables politiques ; le gouvernement ne refuse pas, en principe, de faire pression sur les entreprises pour les amener à être moins parcimonieuses avec les salariés les plus mal payés. Mais, ajoutera-t-il, il ne faut pas, en gonflant inconsidérément une masse salariale dans laquelle les bas salaires, tellement nombreux, tiennent une grande place, compromettre la parité (en supposant qu'elle existât un jour) entre l'offre et la demande au niveau de la consommation, ce qui accentuerait les

(suite p. 3)

EDITORIAL

Les diverses manifestations anti-Le Pen qui se déroulent depuis quelques semaines au travers de l'Hexagone semblent traduire une volonté actuelle de faire front contre le danger fasciste que représente l'extrême droite. On ne peut que se réjouir de voir la foule battre les pavés parisiens ou autres, pour dire « non » à la politique démagogiquement xénophobe du Front national, mais, reconnaissons-le, ça sent la manœuvre pré-électorale, car enfin, à qui peut-on faire croire que l'antifascisme doit prendre son envol uniquement à la veille d'élections ? Dans deux mois très exactement les cantonales et les régionales vont avoir lieu et, comme par hasard, le Parti socialiste et ses officines mobilisent. Curieux, ce soudain regain d'attention contre l'extrême droite.

Les anarchistes aimeraient que la manœuvre puisse se mener tout au long de l'année, sans arrières-pensées électoralistes, et surtout que les militants de gauche soient pleinement conscients qu'au moment où ils défilent, leur gouvernement se permet de mener une politique anti-sociale où les immigrés, demandeurs d'asile et autres victimes de la « double peine » sont désignés comme boucs émissaires.

ECONOMIE

Europe 93 : capitiaux sans frontières

Dans le n° 853 du « Monde libertaire », nos amis Philippe Boursier et Willy Pelletier du groupe Socialiste libertaire de Lille étudiaient l'Europe

du « grand marché européen » de 1993. Ils poursuivent leur étude en l'axant sur le capital, pour lequel sont abolies les frontières.

DES juillet 1990 s'est ouvert l'ère de la liberté sans frontière pour les détenteurs de capitaux ; tous les titres financiers étaient autorisés à circuler à leur guise en Europe (exception faite de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce, disposant d'un délai supplémentaire de deux ans et demi - modeste répit). Très concrètement, les entreprises et chaque particulier de chaque Etat membre peuvent désormais ouvrir un compte bancaire, emprunter ou placer dans tous les pays de la CEE et naturellement dans la devise de leur choix. Détail d'importance dans ce dispositif : les mouvements de fonds sont libérés non seulement pour chaque partie de la CEE, mais également à usage des pays tiers, notamment les Etats-Unis. C'est ainsi que ce nouveau « marché libre » s'intègre sans aucune difficulté au grand marché mondial des capitaux, déjà dominé par les Etats-Unis.

Mais rappelons simplement que la seule liberté de placement s'avère lourde de

conséquences désastreuses, car elle signifie que dans tous les cas où une institution financière offre une rémunération plus élevée que les autres pour un type de titre donné, elle draine vers elle l'essentiel de l'épargne disponible. Les méthodes actuelles de prospection aidant (le mailing,

« Mais rappelons simplement que la seule liberté de placement s'avère lourde de conséquences désastreuses. »

par exemple), cette captation peut se réaliser avec une rapidité extrême. Et dans ce contexte financier inédit, comment s'opèrent les arbitrages des détenteurs de portefeuilles ? Sur une simple logique comparative : en examinant d'un seul regard les avantages offerts par chacun des régimes

fiscaux appliqués dans l'ensemble de la CEE ; ceux-ci s'avérant d'ailleurs souvent très favorables à l'endroit des non résidents. La libération des mouvements de fonds a donc placé immédiatement les systèmes fiscaux nationaux en concurrence. Or, en matière de fiscalité sur les revenus du capital, les situations locales demeuraient largement hétérogènes. En France, par exemple (bien que les rémunérations des titres financiers étaient infiniment moins taxées que celles du travail) les taux marginaux appliqués aux revenus effectivement imposés restaient relativement élevés, notamment pour les dividendes, comparativement aux autres Etats européens. Dans ces conditions, il va de soi que la libération des mouvements de capitaux exposait la France à des délocalisations massives d'épargne au profit de pays à fiscalité très légère (comme le Luxembourg) ou à faible contrôle fiscal (les Allemands ne déclarent

(suite p. 5)

« Assises nationales
des jeunes
des banlieues »

P. 4

T2137 - 856 - 10,00 F



F°P. 2520

« RÉPRESSION ET ASSISTANAT »

Le travail social : une alternative nécessaire

Dans le n° 852 du « Monde libertaire », Olivier Berthelin, rédacteur de l'article « Répression et assistanat », s'était attaché à démontrer une certaine ambiguïté résidant dans le travail social, mettant ainsi en avant les notions d'assistanat et de répression. Un de nos camarades de Rouen, Manuel, corrige le tir en nous donnant sa propre interprétation du travail social et du rôle de ceux qui s'y adonnent.

HISTORIQUEMENT, le travail social a sûrement, en ce qui concerne l'assistanat, une filiation religieuse ancrée dans le bénévolat et dans les associations caritatives. Mais celui-ci s'est diversifié et, aujourd'hui, le travail social puise également ses origines dans le secteur médical et dans celui de l'éducation populaire, issue pour une large part du mouvement ouvrier.

Ainsi, hier comme aujourd'hui, cette branche a connu et connaît de nombreux courants de filiation, bien sûr religieux, mais également des courants fortement laïcs. Pourtant, on assiste encore régulièrement à de grandes confusions lorsque l'on veut remettre en question l'assistanat, qui, sans aucun doute, annihile la liberté de l'individu. On fait l'amalgame, toujours facile, entre, d'une part, le travail social et son travailleur qui est l'éducateur et, d'autre part, l'assistanat.

Cependant, nous pouvons nous demander si le travail social est forcément synonyme, comme on le dit

souvent de manière caricaturale et facile, d'assistanat, de flicage, de contrôle ou de nivellement de la société.

Pour cela, il est nécessaire d'effectuer un rapide retour en arrière...

La société occidentale du 19^e siècle a fortement été marquée par la classe ouvrière, durement exploitée. Mais celle-ci, par ses luttes, a su organiser et se doter d'une conscience de classe, de valeurs propres, ainsi que de fortes organisations syndicales.

Durant cette période, malgré une vie quotidienne difficile, les exclus du travail pouvaient bénéficier du réconfort et des pôles de solidarité que constituaient les organisations ouvrières (corporations...).

Avec l'avènement du fordisme, les crises successives ont vu la disparition accélérée de la classe ouvrière, remplacée par les professions intermédiaires, les petits employés... qui constituent une classe moyenne, sans conscience de classe.

Cela s'est accompagné, dans le même temps, d'une politique capita-



liste libérale de plus en plus féroce. Cette politique a généré la précarité, l'exclusion, pour toute une partie de la population n'ayant pu se reconverter, tels les immigrés qui n'apparaissent plus assez rentables et leurs enfants ; ainsi que pour les exclus d'un système scolaire de plus en plus sélectif, alors que, paradoxalement, la réussite scolaire est de plus en plus nécessaire pour accéder à une quelconque dignité sociale.

Et pourtant, c'est dans ce décor - celui d'une société toujours plus égoïste et individualiste - que travaille l'éducateur. Il agit dans les milieux où la marginalité n'est pas un choix, où la rue, l'alcool, la violence et, par dessus tout, le mépris des autres sont mal vécus. Là, le désespoir est toujours présent, et beaucoup, attachés à leur confort matériel et à leur équilibre psychique, ne veulent pas le regarder et encore moins y remédier, craignant que, tel un virus, ce que l'on ne veut pas être ou ce à quoi on a échappé, ne s'attrape par contagion.

Malheureusement, dans une société qui exclut, les travailleurs sociaux sincères paraissent être les seuls remparts possibles face à cette fatalité.

On peut, certes, dans une certaine mesure, voir leur rôle comme répressif et l'objet d'un contrôle social. D'ailleurs, c'est là sûrement le véritable désir de la plupart des pouvoirs locaux ou nationaux, qui emploient les travailleurs sociaux. Mais, bien

des travailleurs sociaux, loin d'accepter ce rôle, luttent contre cet état de fait.

Faire rimer travail social avec assistanat constitue une confusion que perpétuent non seulement les politiques, qui voient là une solution de facilité à court terme, mais aussi certaines personnes de bonne foi, faute de connaître véritablement le problème. Car le mot-clé des tra-

« Ce serait un leurre de penser que la misère puisse générer la fraternité et l'esprit d'anarchie... ».

vailleurs sociaux n'est sûrement pas celui d'assistanat, mais bien plutôt celui de solidarité pour maintenir le lien social.

En effet, aujourd'hui, on ne peut considérer que le travail social soit justifié par la misère. En revanche, les associations caritatives comme le Secours populaire, le Secours catholique, ATD-Quart monde... pratiquent l'assistanat. Et j'irai plus loin en affirmant que les travailleurs sociaux sont nécessaires et constituent un avatar, né de deux échecs : celui des organisations militantes, politiques ou syndicales ; et celui de l'éducation populaire, dont la fonction est de créer le lien social, mais qui n'a pas pu ou su maintenir le contact avec les marginaux.

En fait, la réponse des travailleurs sociaux, par la médiation, certes d'aide matérielle, a pour finalité une tâche d'éducation. C'est-à-dire de restauration du lien social, sans lequel l'individu est condamné à la jungle urbaine.

Ainsi, condamner professeurs, instituteurs ou éducateurs comme

chiens de garde de la société, comme pions aux mains du pouvoir n'est que caricature, car tous ne marchent pas pour le pouvoir qui les emploie. L'école de Jules Ferry, par exemple, fut le lieu de formation, bien malgré elle, de nombre de militants ouvriers.

Toutes ces professions ont avant tout pour rôle l'éducation, afin de redonner la dignité, la force de se battre, d'agir et de se révolter, non plus comme des victimes mais comme des acteurs de leur destinée, à ceux que le système a paupérisé et que les syndicats ou autres organisations politiques rejettent.

Depuis toujours, les anarchistes ont œuvré pour l'éducation et contre l'obscurantisme, car, sans éducation, aucune société de solidarité, d'entraide et de respect mutuel garantissant les libertés de chacun ne pourra exister.

Pour créer une société libertaire, bien sûr, certains préfèrent profiter de la misère des autres pour impulser une révolte illusoire, qui laisse le champ libre à toutes les errances politiques et aux esprits revanchards. Mais beaucoup d'autres choisissent la voie de l'éducation, de l'entraide, de la dignité retrouvée pour impulser une révolution sociale véritable et durable.

Il ne faut pas - et on ne peut pas mettre sur le même plan - des révoltés d'un autre âge ou une minorité d'érudits, qui ont choisi la marginalité comme combat politique, et la réalité des exclus touchant le fond par la faute d'un système profondément inégalitaire. Ce serait un leurre de penser que la misère puisse générer la fraternité et l'esprit d'anarchie.

Aujourd'hui, des personnes souffrant de cette indifférence... dénoncer ne suffit pas !

Alors que faire ? Laisser agoniser au nom d'une certaine conception de l'anarchie ou agir au nom de l'entraide, de la solidarité, véritable preuve de l'esprit libertaire.

Pour ma part, j'ai choisi et j'agis !

**Manuel
(FA de Rouen)**

**Débat de la librairie
La Plume Noire**

**« Ecologie...
ou écofascisme ? »**

**Samedi 15 février à 16 h,
avec Philippe Pelletier.**

**La Plume Noire
15, rue Rivet, 69001 Lyon.**

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : 49.29.98.59.

le monde
libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Plaidoyer pour les oubliés

(suite de la « une »)

déséquilibres de l'économie générale. C'est ainsi que les beaux parleurs de la politique volent au secours des flibustiers du négoce, de l'industrie et de la finance...

On peut alors penser que, pour être entendu si l'on veut plaider en faveur des sous-payés, c'est du côté des syndicats qu'il faudrait se tourner, la prise en charge d'un tel problème leur revenant par nature. Or, ceux-ci, outre qu'ils voient en France fondre leurs effectifs, sont très divisés - peu disposés parce que mal préparés - à une action d'envergure en ce sens. Ils n'ont pas l'oreille des petits et moyens salariés qui, à l'occasion, se lancent dans des actions isolées et rarement payantes même si, dédaignant les syndicats existants, ils se constituent spontanément (?) en « coordination » pour donner du poids à leurs revendications. Et encore (soit dit en passant) a-t-on pu voir celles-ci noyautées et plus ou moins manipulées par des éléments ou des groupuscules très politiquement intéressés, plus portés à une propagande déguisée et à la surenchère démagogique, que soucieux des véritables intérêts des « coordonnés ».

Les actions ouvrières (si justifiées soient-elles) menées pour arracher au patronat ou à l'Etat des améliorations sont surtout catégorielles et débordent rarement le cadre de l'entreprise. Elles n'ont pas pour objet la transformation de la société actuelle en un ensemble cohérent qui soit un foyer de liberté et de bien-être pour tous. Elles sont dénuées de tout idéalisme. La révolution sociale, c'est très clair, n'est pas à l'ordre du jour (dissions-nous en être chagrinés). Ces actions sont généralement déclenchées par des travailleurs qualifiés, hautement qualifiés, techniciens, petits et moyens cadres (ne parlons pas des cadres supérieurs ou autres « grosses têtes » qui, bien que « salariés », sont des décideurs et non des demandeurs). Quant à la piétaille des bas salaires, elle n'a guère son mot à dire dans le débat, et elle doit se considérer heureuse si, par accident, elle ramasse quelques miettes. Le caractère égoïste et étroitement corporatiste de telles actions est très éloigné du sens de la solidarité dont nos aînés se sont complus à gratifier une « classe ouvrière » qu'ils sacralisèrent un peu vite... Nous en sommes au point où l'injustice étant banalisée et passée dans les moeurs, les inégalités les plus révoltantes sont maintenues ou aggravées dans une indifférence déconcertante. Que deviennent dans tout ceci les sous-payés des entreprises de très petites dimensions (voies artisanales) où nulle action collective n'est envisageable, où les doléances individuelles sont mal perçues par l'employeur, et où chacun, désarmé et rongé de son frein, préfère se taire plutôt que de s'exposer, en revendiquant, à être licencié (même s'il n'a pas une structure mentale d'enfant bien sage)?

Pour justifier leur indifférence envers les mal lotis pliant sous le poids d'une hiérarchie des salaires pour eux écrasante, les super-gagnants dans un combat pour la vie à armes très inégales, argueront des possibilités offertes à ces « citoyens travailleurs », pour atténuer ou mettre fin à l'injustice dont ils sont victimes, des bienfaits de la liberté politique, du suffrage universel grâce auquel, de temps à autre, en démocratie, ils ont la



faculté, en déposant leur bulletin dans l'urne, d'influer sur l'orientation de l'économie et de la politique générale. En votant, ils sont donc sensés œuvrer à l'amélioration de leur sort, et particulièrement à l'« humanisation » des inégalités les plus condamnables. Or, cette humanisation ne serait possible qu'en rognant sérieusement, ne serait-ce que progressivement, les revenus les plus élevés pour pouvoir augmenter substantiellement les salaires les plus bas. (S'agissant alors de rendre moins inégalitaire la répartition par tête de ce que les économistes appellent le PNB - produit « national » brut.)

« En votant [les citoyens travailleurs] sont donc sensés œuvrer à l'amélioration de leur sort... »

Mais souffler n'est pas jouer. L'exercice du droit de vote, éminemment politique, forme d'expression aux prolongements socio-économiques, devient un leurre dès lors qu'après avoir permis à chacun de faire savoir par voie parlementaire ce qu'il aimerait qui soit, ce qui lui manque pour vivre décemment et s'épanouir, la légalité, fût-elle « démocratique et républicaine », ne lui permet d'obtenir cela que dans la mesure des moyens matériels - financiers ou autres - qui sont à sa portée et ne peuvent, dans le cas qui nous occupe, le devenir qu'en recourant à l'action directe - dont la forme la plus efficace demeure la grève. Ce qui revient à dire que les libertés politiques (même au sens le moins péjoratif du terme) d'expression et de conscience (qui nous sont chères) ne doivent pas occulter cet autre volet de la liberté qui conditionne (tout en étant relatif) la jouissance de toutes les autres : la liberté économique. Celle-ci fait partie intégrante, objectivement parlant, d'une liberté individuelle digne de ce nom, qui sans elle ne devient qu'une abstraction dont la religion et certaines philosophies,

par le flou résultant de leur parenté avec la transcendence et l'usage abusif qu'elle fait du mot liberté, en viennent à vider celui-ci de toute substance.

Raison de plus pour que, redorant le blason de la solidarité, dans un élan fraternel, les mieux placés sur l'échiquier salarial (syndiqués ou non) déclenchent un vaste mouvement (pourquoi pas une grève générale?) pour l'amélioration du sort des plus touchés - salariés ou sans salaires - par la disparité des salaires et qui ne sont pas en situation d'obtenir par eux-mêmes un élargissement de cette liberté économique dont ils sont les plus privés. Ils rendraient alors possible le sauvetage de ces quasi-naufragés que sont ces oubliés, atteints ou menacés par l'actuelle marée montante de la pauvreté. Ce qui concerne aussi toute une jeunesse désemparée, non encore (ou mal) intégrée à une activité professionnelle, ballottée entre promesses non tenues et chausse-trappes, à laquelle il est quelque peu reproché de se désintéresser de la chose publique (on le serait à moins) mais qui, par ce qui lui est offert comme perspective d'avenir, n'est guère incitée à lui consacrer du temps - même s'il ne s'agit que d'aller voter.

Ce qui n'empêche que le potentiel de révolte dont elle est porteuse peut se manifester au moment même où les bénéficiaires privilégiés du gâchis actuel s'y attendront le moins.

Mais ne rêvons pas. La suggestion ci-dessus formulée a bien peu de chance d'avoir l'écho désirable (en supposant qu'elle en ait) auprès de ceux auxquels elle s'adresse. Elle a le vent contre elle. Mais alors, pour l'heure, qu'advient-il des oubliés? Peu regardés comme des frères, ils demeurent les galeux de la fable. A ne pas soigner de crainte de se souiller les mains, ces loqueteux d'un Occident déboussolé, à ne pas fréquenter, tout comme en Orient le sont les intouchables de l'hindouisme traditionnel et rétrograde dans son expression la plus hiérarchisée, la plus inégalitaire (en un mot la plus inégalitaire).

Henri Bouyé
(gr. du Val-de-Loire)

Points de vue sur l'anarchie

La Fédération anarchiste invite ses sympathisants à un cycle de conférences-débats qui présenteront les thèmes essentiels de la pensée et de l'action anarchistes. Ce cycle permettra à chacune et à chacun d'exprimer ses visions par rapport à l'anarchie, son parcours militant éventuel, ses attentes ou ses propositions. Il est conçu comme un ensemble cohérent et il est souhaitable de s'engager à participer à l'ensemble des soirées proposées. Les militantes et militants qui animent ces soirées partageront leurs expériences avec les participants de la série (ou du jour), selon les disponibilités personnelles.

• **Mardi 4 février 1992** : « Les luttes spécifiques : à partir des luttes des femmes ».

• **Mardi 11 février 1992** : « Pourquoi et comment lutter aujourd'hui? Comment s'organiser? Comment est organisée la Fédération anarchiste? ».
Ces thèmes sont des propositions qui pourront être discutées et précisées, en particulier si un groupe régulier se constitue lors de la première soirée.

Ces conférences ont lieu à 20 h 30 au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette (impasse dans la rue Lepic), Métro Abbesses ou Blanche, 75018 Paris.

MANIFESTATION DU 25 JANVIER

Paris contre Le Pen

Ils sont venus. Ils étaient tous là. De la gauche-caviar à la gauche-godiche, de Bastille à Nation, de SOS au PCF en passant par les Rouges et Verts, les Verts tout court et les Rouges tout rouge, ils et elles étaient au rendez-vous contre le racisme et l'exclusion. Moins nombreux que pour les précédentes messes de ce genre, mais quand même assez pour manifester sans discontinuer de 15 h à 20 h, ce samedi 25 janvier dans les rues de Paris, avec quelques imitations dans les grandes villes, version province (Toulouse, Perpignan, Toulon...). Le « peuple de gauche » au complet. Ils étaient là, mais pas tous, pour les mêmes raisons. Les anars, par exemple, comptaient bien rappeler aux badauds les responsabilités de la clique politicienne quant à la montée des thèses du Front national. « P » comme pourris, « S » comme salauds », le SCALP et les jeunes libertaires s'en sont donnés à cœur joie. « Le Pen abole, la gauche expulse », les sociaux en ont pris pour leur grade. D'ailleurs, ils se sont cachés en fin de manif...

Côté Fédération anarchiste, les manifestants étaient, eux-aussi, au rendez-vous. Près de 2 000 ont, ainsi, défilé derrière la banderole noire, précédés de la CNT et, quelques centaines de mètres plus haut, par l'Organisation communiste libertaire, qui, pour l'occasion, avait fait le plein. Au départ de la Bastille, ce fut même, événement historique, les libertaires qui reléguèrent les camarades communistes derrière eux, l'histoire en marche!

« Liberté, anarchie », « Ni dieu ni maître ni nationalités », les vieux slogans anars paraissent bien plus actuels que la sempiternelle Internationale chantée par Lutte ouvrière ou les tristounettes formules de la CGT sur l'emploi, le chômage et le racisme...

Enfin, l'essentiel était que les fachos entendent bien que nous ne laisserions pas très longtemps encore leurs vomissures élabousser les jeunes, les immigrés et tous leurs boucs émissaires. Ce fut, pour cet après-midi d'hiver, pari réussi!

A. D.

PRESSE

Sus à « Mordicus » !

Lundi 27 janvier, deux membres de la revue Mordicus comparaitront au tribunal de Versailles, accusés d'être responsables des violences de Mantes-la-Jolie en août dernier. Le Monde libertaire, considérant la probable inculpation des Mordicans comme une tentative d'intimidation à l'encontre de l'ensemble de la presse rebelle, s'associe au communiqué ci-dessous.

« Le juge Desmure, du parquet de Versailles, a convoqué l'ancien et l'actuel directeurs de publication de Mordicus, en leur annonçant son intention de les inculper dans le cadre d'une information ouverte pour "incitation au vol, au meurtre et au pillage et provocation, suivie d'effet, au crime de meurtre".

Le motif de ces poursuites est la position, en juin 91, à Mantes-la-Jolie, d'une affiche au logo de Mordicus, sur laquelle on trouvait une citation de ce journal, un rap en alexandrins sur les pratiques des révoltés des banlieues, et le slogan : « Pas de flics dans le quartier, pas de quartier pour les flics ». Quoi que nous pensions du contenu de ce document, il nous apparaît parfaitement grotesque de chercher du côté de Mordicus la responsabilité de violences qui ont des causes bien plus graves et profondes. Ce qui incite les jeunes des banlieues à la révolte, c'est la vie qu'on leur impose. A l'heure où la justice a fort à faire avec d'éminents personnages, valeurs d'un tout autre calibre que les rebelles des banlieues, son acharnement dans cette affaire ne peut avoir que des raisons politiques : il s'agit de faire taire une des rares voix réfractaires. Auquel cas, les autorités doivent au moins reconnaître publiquement que dans notre démocratie, toutes les opinions sont libres, sauf celles qui sont interdites par le gouvernement. »

CONGRÈS CGT

Vers le renouveau ?

Réunis à Montreuil du 26 au 31 janvier, pour leur 44^e congrès, les militants de la CGT devraient élire un nouveau secrétaire général. Au-delà de cette élection, c'est l'occasion pour nous de faire le point sur la situation interne et externe du premier syndicat hexagonal. Entretien.

Le Monde Libertaire : En quoi ce 44^e congrès se distingue-t-il des précédents ?

Jean-Pierre Page (membre de la Commission Exécutive nationale) : La CGT poursuit son adaptation en rupture avec ses pratiques anciennes, actions revendicatives décidées au sommet... Aujourd'hui, le syndicalisme est confronté à une crise. La CGT n'y échappe pas. Elle a décidé, avec ce congrès, de procéder à un renouvellement profond de toute son activité. Bien sûr, en restant elle-même : un syndicat de classe, démocratique, unitaire, indépendant et de masse.

ML : Il y va de sa survie...

J.-P. Page : La CGT a perdu beaucoup d'adhérents... Il y va effectivement de sa bonne santé, de son avenir et plus largement (et modestement) de l'avenir du syndicalisme, du syndicalisme de lutte.

ML : Dans le texte de résolution générale de ce 44^e congrès, vous faites référence, vous constatez l'écroulement des formes de socialisme bureaucratique autoritaire ; cela veut-il dire que vous allez mener une nouvelle réflexion sur le socialisme ?

J.-P. Page : Cette question est importante car elle détermine notre projet... Fondamentalement, nous voulons régler cette contradiction irréductible entre le capital et le travail. C'est pour cela que nous nous prononçons pour un changement de société. Socialisme, oui, mais avec les gens, décidé par eux-mêmes.

ML : Ce congrès sera-t-il enfin ce lieu possible de véritables débats pour l'expression d'opinions divergentes ?

J.-P. Page : La vivacité des débats est une donnée de toujours dans le syndicalisme. Elle appartient à notre tradition. Nous la poursuivons... Pour que la CGT se transforme, on a besoin de tout le monde. Et au-delà des divergences, il y a un attachement profond à ce que représente notre organisation syndicale.

ML : Est-ce que les pratiques de la CGT vont se modifier ?

J.-P. Page : Dans le projet de résolution, vous avez dû faire attention à nos propos concernant l'incompatibilité de certaines pratiques avec ce que nous voulons faire.

On y parle de sectarisme, d'étroitesse... Tout cela, il faut s'y attaquer avec détermination. Mais ces difficultés ne peuvent se réduire à une volonté exprimée par un parti politique (Ndlr : en l'occurrence le PCF). Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas des comportements à bannir. Le 44^e congrès pose les problèmes en ce domaine. Personne n'en est exempt. Personne n'est dispensé de cet examen critique, pas pour procéder à une espèce d'auto-culpabilisation, on n'a pas besoin de cela. On a besoin de se renouveler.

Propos recueillis par la « Chronique Syndicale » sur Radio-Libertaire, le 18 janvier 1992

PRESSE

Hersant à la coule ?

A peine la trêve des confiseurs et les fêtes rituelles passées, les photos de l'atopsie de Maxwell éditées à pleine page, que Robert « papivore » Hersant a voulu faire le ménage dans son empire.

France-Antilles, Paris Turf, ça va, le Figaro, ça se maintient, France Soir, ça ne va pas du tout. Les ventes baissent et la publicité est en chute libre, alors Hersant déclare qu'il faut faire des économies (1). Le bel environnement de Bercy coûte trop cher, alors par la voix de son bras droit, Philippe Villin, le papivore déclare qu'il faut transférer France Soir dans l'immeuble du Figaro, rue du Louvre et Paris Turf à Roissy, au centre d'impression...

Les premières économies seraient donc le loyer des locaux situés à Bercy, mais il faut aussi au propriétaire du « plus important quotidien de langue française ». Entendez par là que, la modernisation aidant, Hersant veut encore moins de journalistes et d'ouvriers du Livre pour confectionner ses quotidiens. La menace de la fermeture pure et simple de France Soir agrémentant le paysage social.

Profitant de la venue de France Soir rue du Louvre, Philippe Villin, directeur du Figaro, avance l'idée d'un atelier commun aux deux titres. On laisse les rédacteurs (c'est-à-dire les journalistes) en

l'état et on fusionne ce qui reste des ouvriers du Livre (on appelle ça « Atelier graphique »). Ajoutez que, pour améliorer l'ambiance chez les uns comme chez les autres, « on » déclare que les correcteurs resteraient attachés à la rédaction et que tout pourrait rester en l'état pour les rotativistes.

Il n'y a pas que dans le groupe Hersant que les « dégraissages » d'effectifs sont à l'ordre du jour, à l'Humanité on interviewe à tours de bras Jean Miot, président du Syndicat de la presse parisienne, qui est prêt à aller voir le ministre du Travail pour un plan social. A quelle sauce seront mangés les ouvriers du Livre ? Les journalistes resteront-ils les seuls maîtres à bord ?

Le congrès de la CGT influera-t-il sur l'unité syndicale face à Hersant ? Les réunions se succèdent rue du Louvre, les faux bruits s'engouffrent dans les sous-sols de la SIRLO. Entre le pragmatisme syndical et le « classe contre classe », le chemin est bien léger...

A suivre.

Sitting Bull

(1) Le groupe Hersant déclare perdre de l'argent en France, mais il en investit à l'Est comme c'est le cas particulièrement en Tchécoslovaquie et en Hongrie.

POUR EN FINIR AVEC LA GALÈRE

Assises nationales des jeunes des banlieues

Organisées par le collectif « Intelligences en banlieues », ces assises se tenaient à Lyon les 18 et 19 janvier.

Avec de nombreuses commissions (sur le rôle des associations, la citoyenneté et la nationalité, le séjour, la double peine, les médias, la culture, etc.) et un millier de personnes présentes sur les deux jours, cette initiative constitue incontestablement un événement politique d'importance.



UNE volonté générale de se battre sur des revendications concrètes, autour d'objectifs précis (essentiellement la double peine et les expulsions) se dégageait des débats. Nous pouvons ensuite faire quelques remarques concernant les enjeux de ces assises car elles revêtent deux grands aspects, plus ou moins contradictoires d'ailleurs.

La paix sociale ?

Le but de ces assises était (je cite le dépliant de présentation) de trouver « une alternative à la violence aux jeunes qui refusent de tomber dans cette logique [...] les jeunes et les habitants de nos villes souffrent de non respect, d'exclusion sociale et politique et des effets des politiques publiques qui aboutissent en définitive à la relégation. » Il faut donc « mettre en place des réseaux d'entraide, de solidarité, de soutien », bref, favoriser toutes les initiatives d'associations.

Il est certain que la violence est, à terme, une impasse. Mais lorsqu'elle prend trop d'ampleur, celle-ci inquiète le pouvoir. Aujourd'hui, nos dirigeants se rendent bien compte qu'effectivement « la France des banlieues reste une pouderrière sociale capable d'exploser à chaque instant ».

La stratégie du pouvoir, qui ne peut gouverner seulement à la force des fusils, consiste très souvent à favoriser, voire créer de toutes pièces, des structures « courroies de transmission » pour canaliser les mécontentements dans la voie la plus réformatrice possible, à garantir une certaine « paix sociale » à son profit... (SOS Racisme en est le parfait exemple).

On voit bien, dès lors, le hic de ces assises :

Une fraction des organisateurs et organisatrices veulent jouer à fond la carte de la « représentativité » (se faire élire lors d'une convention qui se tiendra en juin prochain), la carte « institutionnelle », le dialogue et la négociation avec les autorités, et se placer ainsi dans les sphères du pouvoir. Des « dignitaires du régime », l'adjoint du préfet, entre autres, furent invités à prendre la parole à la fin des assises devant les caméras, alors que tout le monde ou presque, bien sûr, était déjà reparti ! Qui a dit « légère manipulation médiatique » ?

Or, qui peut se faire des illusions sur la bonne volonté du gouvernement ? Il paraissait clair pour le plus grand nombre des présents qu'il fallait d'abord établir un rapport de force ; d'où un discours plus radical, de la part même des grévistes de la faim (qui étaient un des pôles de ces assises) vis-à-vis de grosses associations « maquées » par l'Etat, d'où aussi l'attente d'actions concrètes. (Par exemple, une journée d'action le 31 janvier avec marche sur les préfectures, les grévistes se rendant le lendemain devant le ministère de l'Intérieur.)

La « rage », ainsi qu'un certain réalisme, transparaissent dans les interventions de jeunes venus de banlieues : « On ne veut plus se faire manipuler par les politiciens, il faudra que toutes les banlieues s'enflamment si la police continue ses bavures, si les expulsions se poursuivent », etc.

Cela contrastait réellement avec la prose des « animateurs », grands défenseurs du « partenariat avec les pouvoirs publics », et du « respect envers les institutions démocratiques ».

Profiter de l'occasion pour démarrer une dynamique radicale ne semblait vraiment pas du goût des dirigeants auto-proclamés siégeant à la tribune !

Pour le 1^{er} février, par exemple, il ne fut retenu qu'une « journée associations portes fermées ». Motif : « Cela prouvera le caractère indispensable des associations ». Qui a dit « bizarre » ?

Quelles perspectives ?

Enfin, il faut replacer ces assises dans le contexte politique général. Nous assistons à une dérive réactionnaire générale sur l'échiquier politique ; la gauche socialiste s'est révélée sous son vrai visage, c'est elle qui applique la double peine, interdit de fait le regroupement familial... C'est l'ensemble de la classe politique qui reprend et commence à mettre en pratique les idées du Front national.

Aujourd'hui, la gauche bat le grand rassemblement contre Le Pen et nous offre généreusement l'alternative suivante : soit nous restons dans la « merde » actuelle, soit « nous sombrons dans le fascisme ». Remobilisez-vous, chers électeurs, et la République sera sauvée !

Le pouvoir socialiste s'est largement servi de l'épouvantail lepéniste, mais ne tient pas non plus, pour l'instant, à risquer une guerre civile sur fond de racisme. Pour lui, la meilleure affaire continue donc à apparaître, sinon la meilleure, du moins comme la moins détestable des « solutions ». Après l'usure inévitable de son principal sous-marin, SOS Racisme, il tente de mettre dans sa poche un nouveau conglomérat d'associations bardé de légitimité populaire. Finalement, l'enjeu est le suivant : soit ces associations, collectifs, militants de base, tombent dans le panneau, occultent les problèmes de fond et se limitent à un rôle de « pompier social », soit un mouvement de « rupture » émerge. Ce peut être le cas (soyons optimistes !) s'il s'organise sur des principes de démocratie directe (délégués mandatés de façon très précise et surtout révocables rapidement) ; s'il s'inscrit dans la recherche d'une perspective politique (au sens littéral du terme) et d'une plus vaste dynamique de luttes, liant tous les problèmes de sociétés. En effet, les « immigrés » ne sont pas des boucs émissaires par hasard ; combattre le racisme, c'est aussi combattre l'exploitation capitaliste, son cortège de chômage, de précarité et d'exclusion (et, par conséquent, lutter pour la réduction du temps de travail, un nouveau partage de l'emploi). Les bavures ne résultent pas « d'excès » de la police ou, comme on a pu l'entendre, « d'une mauvaise communication entre les flics et la population », c'est le flicage et la militarisation de la société qui est à remettre en cause. Enfin, le problème ne réside pas dans une « mauvaise politique gouvernementale » mais dans la monopolisation des pouvoirs de décision par l'Etat et ses réseaux (donc dans l'organisation politique même de la société).

La démarche des anarchistes est aux antipodes de l'entrisme ; nous devons, au contraire, lutter pour que des mouvements s'auto-organisent en leur apportant notre soutien et également nos remarques. C'est dans cette optique que les idées et les propositions des anarchistes peuvent, dans une certaine mesure, contribuer aux orientations d'un mouvement qui se cherche.

Régis (FA de Lyon)

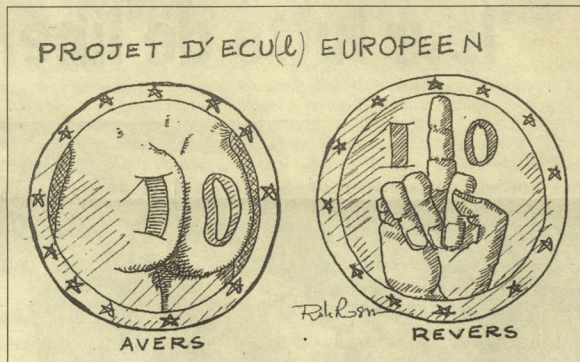
Europe 93 : capitaux sans frontières

(suite de la « une »)

dans leurs revenus que 20% environ des intérêts et dividendes qu'ils perçoivent).

Sur cette évolution, Bruxelles ne disposait, de fait, d'aucune emprise. Une seule illustration suffira amplement à le démontrer. En effet, pour limiter une telle hémorragie de capitaux migrateurs, une harmonisation fiscale préalable aurait semblé nécessaire au plan européen. La « proposition Scrivener » visait ainsi à faire adopter par l'ensemble des pays membres une retenue à la source homogène, au taux de 15% pour les revenus du capital ; chaque pays étant libre de pratiquer ensuite une imposition complémentaire. Cette forte disposition constituait déjà une nette concession aux financiers (le taux fixé s'établissant très en deçà, par exemple, des régimes ayant cours en France). Las ! la proposition Scrivener fut prestement enterrée. Le Luxembourg et la Grande-Bretagne (la City londonienne, première place financière européenne, table sur la libre circulation des titres) y opposèrent un « non » catégorique, en arguant (vieille ritournelle libérale) que seul le marché était apte à trancher. Le ralliement de la RFA à ces propositions fit le reste. Et les socialistes français durent une fois de plus courber l'échine et acquiescer à l'ordre du libéralisme.

Tous les éléments étaient alors réunis pour que la mise en concurrence des fiscalités nationales engendre le démantèlement de la fiscalité du capital. En France, l'enlèvement européen ne fit d'ailleurs que précipiter la politique menée par la gauche dès 1983, reprise par la droite en 1986, poursuivie par la gauche depuis 1988, qui consista à réduire systématiquement l'impôt payé par les sociétés et par les épargnants. Cette désimposition méthodique du capital, menée avec constance par les gouvernements successifs pourrait être illustrée de multiples exemples. Bornons-nous à citer les allègements les plus récents... En 1989, l'Assemblée nationale adoptait à la sauvette l'autorisation de créer des SICAV et des FCP de capitalisation, réduisant ainsi l'imposition des titres financiers. Les budgets suivants arrêteront une série de mesures visant à



diminuer toujours plus la fiscalité de l'épargne ; sans oublier la loi de finances de 1992, qui, au détour d'articles totalement incompréhensibles, introduit des changements majeurs qui sont autant de concessions faites au CNPF : l'impôt sur les bénéfices (distribués ou non distribués) chute à 34%, et la règle dite des cinq

fort clairs. La logique de la concurrence des fiscalités entre Etats va aboutir à favoriser l'évasion fiscale dans des proportions telles qu'elle équivaudra à exonérer d'impôt sur le revenu la grande majorité des produits du capital, à commencer par les plus gros portefeuilles. Or, les charges que les revenus du capital ne paieront plus, il faudra bien les trouver quelque part. Il faudra bien les transférer sur les revenus du travail. Voilà qui ne va pas véritablement renforcer l'égalité fiscale.

De plus, qui dit libération du marché des capitaux dit aussi amplification immédiate de la spéculation et épuisement des finances communautaires. Les évolutions que nous annonçons là ne constituent malheureusement pas des divagations ultra-pessimistes de partisans d'un repli nationaliste frileux. Elles sont reconnues comme quasi-inévitables par à peu près tous les économistes, et énoncées telles quelles par les néo-giscardiens et très européens Michel Albert et Jean Boissonnat (dans *Crise, krach, boom*, Le Seuil, 1988).

Car tout ceci (ces manques à gagner pour les collectivités nationales) ne va pas arranger les recettes budgétaires des pays membres de la CEE... ni le financement du budget communautaire, chaque Etat ayant dès 1990 encore moins de moyens à mettre à la disposition des projets communautaires. La liberté sans frontières pour les détenteurs de capitaux vide ainsi la coopération européenne de toute possibilité financière, donc de toute substance. En parler encore relève, dès lors, d'une entreprise de mythification et de mystification. La coopération européenne tellement louée fait place à l'Europe du « moins disant réglementaire », du « moins disant fiscal ». D'une confédération ou d'une fédération d'Etats, la directive du 13 juin, tout comme l'Acte unique, l'oriente en réalité vers une zone de libre échange totalement déréglementée et parfaitement alignée.

La scène politique française acquiesce majoritairement à ce processus. A droite comme à gauche, tous nous prédisent le meilleur des mondes européens possible. Pourquoi s'inquiéter ? Moins de budget, c'est renforcer l'initiative privée, nous dit-on. C'est favoriser les mouvements de capitaux qui, soi-disant, savent automatiquement, eux, où se trouvent la rationalité et l'efficacité économique. Quelle plaisanterie ! L'ouverture de cet espace de libre circulation encourage une spéculation déjà omniprésente et précipite la désimposition totale des revenus du capital. L'Europe du « grand marché » est d'abord celle des financiers.

Philippe Boursier et Willy Pelletier (gr. Socialiste libertaire de Lille)

« ... qui dit libération du marché des capitaux dit aussi amplification immédiate de la spéculation et épuisement des finances communautaires. »

ans est supprimée, ce qui amoindrirait encore l'imposition des groupes.

Bref, tout semble utile désormais pour fournir gages sur gages aux grandes entreprises et aux détenteurs de titres financiers. L'Europe aidant, les autorités monétaires françaises se montrent à leur endroit plus laxistes que jamais. Mais il y a plus grave. En soumettant la fiscalité de chaque pays à un référendum quotidien des détenteurs de gros revenus (donc de titres financiers), la libération des mouvements de capitaux décidée le 13 juin 1988 a aggravé les inégalités. Et les processus et enchaînements à venir sont, en effet,

Associations

ESPACE CRITIQUE : « L'UNIVERSITÉ CRITIQUE »

Afin de combattre l'université aseptisée, une nouvelle revue est née, *l'Université critique*. Au sommaire du premier n° : « La technique appelle l'éthique », « Au travers de trois mouvements (mouvement lycéen, guerre du Golfe, affaire Boudarel) », « Le mouvement lycéen de 1990 », « Du comité Jussieu contre la guerre du Golfe ». *L'Université critique* est en vente à la Librairie du Monde Libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris) au prix de 30 F ou par correspondance (25 F) aux Editions du Crépuscule, bât. M, case 214, Université Pierre-et-Marie-Curie, 4 place Jussieu, 75005 Paris.

NANTES : DÉBOUTÉS DU DROIT D'ASILE

Un collectif de déboutés du droit d'asile existe à Nantes depuis quelques mois. Pour le soutenir et être informé des mobilisations prochaines, écrivez au Réseau d'information et de solidarité c/o GASPROM, 24 rue Fouré, 44000 Nantes.

DOUBLE PEINE : LES GRÈVES DE LA FAIM CONTINUENT

A Paris, depuis le 2 janvier, 19 personnes refusent de se nourrir (cf. *ML* n° 854). Elles ont été rejointes par cinq militants de Lyon et sa région depuis le 14 janvier. Aujourd'hui, ce sont 15 000 personnes qui sont concernées par la double peine. Le mouvement Résistance des banlieues organisait, les 18 et 19 janvier leurs Assises nationales. Il soutient ces grévistes en liaison avec le Comité national contre la double peine. Pour toute information : Comité national contre la double peine, 14 rue de Nanteuil, 75015 Paris. Tél. : 45.33.41.95.

PERMANENCE LIBERTAIRE GRENOBLOISE

Une permanence libertaire est tenue chaque samedi après-midi au 102, rue d'Alembert, à Grenoble, dans le local du CDESI (association regroupant des adhérents de la FA, de la CNT et des individus anarchistes).

BILLET D'HUMEUR

Le blindage de la Maréchale

La Maréchale Leclerc est une faible femme. Elle a dû s'y reprendre à deux fois pour briser une bouteille de champagne sur son blindage nouveau. C'est du moins ce que nous assure la presse quotidienne du 15 janvier.

Pour ce qui est du blindage, précisons tout de suite qu'il ne s'agit pas de celui de la Maréchale proprement dite, mais du char Leclerc, dont la présentation a eu lieu en présence de l'ingénieur général Ramé, directeur de la Délégation générale de l'armement. Ce sympathique appareil, indispensable, paraît-il, dans les pays chauds, est doté d'un « blindage hautement résistant ». Ce n'est d'ailleurs pas sa seule qualité. A Satory, où ce magnifique jouet pour adultes était exposé aux regards des grands enfants des armées de tous les pays du monde, on affirme que le premier régiment de 80 chars sera en action dès 1995 !

En 1996, les smicards seront heureux d'apprendre que GIAT-Industrie aura livré à l'armée française 800 exemplaires de cet amusant véhicule, qui présente l'avantage d'être livré à domicile à un prix défiant toute concurrence : 30 millions l'unité. Les vieux pauvres, qui comptent encore comme avant Antoine Pinay, auront compris que ça fait trois milliards de centimes.

C'est un peu plus que la ration alimentaire d'un nouveau pauvre, mais ça crache aussi beaucoup plus loin !

Autre avantage : l'engin est polyvalent. Il suffit de lui adapter un simple « climatiseur » et un « moteur adapté aux rigueurs du Golfe », un endroit sympa pour les pique-niques au pétrole brut, et voilà le char Leclerc fin prêt pour une deuxième manche contre les Boches du Maréchal Rommel !

Du moins, c'est ce qu'on se dit en lisant la notice, puisque le nouveau moteur est allemand. Tout ça n'empêche pas d'ailleurs que des peuples plus nordiques s'y intéressent : les Suédois, qui ne participaient généralement plus aux empoignades internationales, en ont, à tout hasard, commandé 120. Pour le cas où, peut-être, l'Arabe remonterait nettement plus haut qu'en 732, car les Emirats arabes unis en ont - les gourmands - réservé 390 ! Il s'agit, nous dit toujours la presse, d'engins « tropicalisés ». L'Arabie Saoudite a préféré du classique, sans filtres ni climatiseurs, le bas de gamme, sans les appuie-tête ni la peinture métallisée, mais elle en a pris 500. Même le Qatar (apprenez la géographie !) en a acheté 50 pour préserver des frontières dont la quasi-totalité de l'humanité se demande pourtant où elles peuvent bien se situer...

La Maréchale, pas « ferrande » pour un sou, a balancé héroïquement sa bouteille de champagne contre le blindage du char nuptial. Sans succès ! Mais tout ça dans le plus grand sérieux !

Il paraît que nous vivons à l'aube du troisième millénaire, et que la société occidentale est sur la voie du progrès et de la civilisation.

Guimou de la Tronche

Nouvelles du front

COORDINATION « ON ARRÊTE TOUT » : PROCÈS

Les membres de la coordination « On arrête tout » revendiquent l'égalité de durée de service avec les appelés militaires (deux ans contre dix mois). Après avoir effectué une année de service civil au sein d'une association ou d'une collectivité d'intérêt général, Bruno Faure et Luc Pelletier ont quitté leurs postes (comprenez : déserté) afin de revendiquer ce droit élémentaire.

Ainsi, Bruno Faure est passé en procès à Lyon le 24 janvier 1992. Il a été inculpé d'insoumission (alors qu'il a déjà effectué une année de service !). En outre, Luc Pelletier est passé en appel à Dijon le 29/01/92. Il a été condamné au retrait du statut en première instance. Sylvain Ogiba, 26 ans, était convoqué pour la même raison. Une manifestation en soutien à ces ex-objecteurs a eu lieu devant la cité judiciaire de Montpellier. « On arrête tout », c/o Yves Labadie, La Bertrannais, 35320 Tresboeuf.

Tours : un antifasciste condamné

En août 1990, des milliers de personnes se sont retrouvées dans les rues, à Tours, pour protester contre la venue de Le Pen et l'organisation de son université d'été. Le jour de la manifestation, Jean-Louis Dion, militant du SCALP, a été arrêté pour s'être rendu « coupable » d'inscriptions sur les murs de la ville. Après une perquisition à son domicile, la police l'accusait également de détention de vieilles cartouches et d'achat d'acide, dont on n'a pas retrouvé la moindre trace. Il a été condamné à 3 mois de prison fermes.

Dans le même temps, à Nice, la police libérait l'assassin d'un Tunisien et des néo-nazis obtenaient un non lieu lors d'une affaire d'attentat contre un foyer Sonacotra...

Son procès en appel aura lieu courant février. Soutenez ce camarade, en signant la pétition que fait circuler son comité de soutien, composé de l'ADELE, du SCALP, de la LCR et de la CNT. Pour cela, écrivez à : Comité de soutien à J.-L. Dion, 3, rue Jules-Charpentier, 37000 Tours.

D'après information du comité de soutien à J.-L. Dion

NICARAGUA

Echos d'après-guerre

POUR les médias internationaux, le Nicaragua n'est plus sous les feux de l'actualité parce que le deuil, la douleur des mères et les cris désespérés du gouvernement nord-américain qui se sentait « lésé » par le gouvernement sandiniste, tout cela est terminé. Avec le gouvernement d'Union nationale (UNO), se sont terminées la guerre et les discussions au Congrès nord-américain sur le financement de la contre-révolution (contra) et l'appui à l'opposition anti-sandiniste. Le Nicaragua n'est plus dans l'actualité parce que s'y élabore, à présent, un « plan de gouvernement » comme dans tous les pays dépendant des Etats-Unis, du FMI et de la Banque mondiale !

La situation sous le gouvernement de l'UNO

Au bout de seulement un an et trois mois d'existence, le gouvernement de Mme Violeta Barrios de Chamorro, élue en février 90, a réduit le déficit de la nation à 1%. Ce qui est une réalité dans les chiffres, mais une réalité assumée par la population : famine, restrictions budgétaires, réduction du travail étatisé (avec diminution de personnels), élimination quasi-totale du service de santé publique et augmentation des prix dans les services publics de plus de 300% !

En termes généraux, la situation actuelle se fonde sur trois aspects :

1) le gouvernement d'Union nationale, surtout sa composante la plus récalcitrante de la droite, prétend effacer toute trace de ce que fut le projet révolutionnaire, aspect qui se révèle dans le plan économique que celui-ci a mis en place et dont l'objectif est de créer les bases d'un renforcement et d'une réactivation du secteur privé : investissements étrangers et désir particulier de se refaire une réputation pour les politiques de crédit de la Banque mondiale, tout en sachant pertinemment que ce sont les travailleurs qui paieront le prix de ce « prêt ».

2) le parti au pouvoir est entré dans une phase de décomposition qui se reflète principalement dans la mise à l'écart de son vice-président, Virgilio Godoy. Ce dernier se retrouve ainsi en marge de ses véritables fonctions, ce qui, pour beaucoup de politiques, a quelque chose à voir avec l'apparition de ceux qui s'affirment « recontra » et

qui se sont donnés la tâche d'assassiner les vieux militants sandinistes dans les régions rurales du nord du pays. Cette illégitimité, selon les observateurs, s'explique. Certains à droite, les partisans de Godoy et quelques ex-contra, n'apprécient pas les compromis entre le gouvernement Chamorro et le Front sandiniste.

3) Le Front a, justement, tenu, le 19 juillet 1991, son premier congrès national. Sa détermination prioritaire est de consolider sa position, alors que s'évanouissent les espérances du peuple de se voir appuyé par le Front sandiniste de libération nationale (FSLN). Et il est vrai que le FSLN, quand il était seul au pouvoir, a commis beaucoup de fautes. Au nombre de ces erreurs, on compte la mauvaise administration des biens publics, la négligence et le mauvais profit tiré des projets financés par la solidarité internationale, et enfin, sa conduite politique à l'intérieur du pays qui oublia la réalité vécue surtout par les plus pauvres, tout en l'utilisant pour sa politique internationale.

Malgré ce panorama, le FSLN continue d'être le parti le plus fort. Il suffira qu'il améliore son « image » pour retrouver la confiance du peuple qui, aujourd'hui, se débat pour maintenir les acquis des années 80.

Acquis d'autant plus difficiles à maintenir que la lutte est dure avec les forces bourgeoises au pouvoir. Parler de lutte des classes et d'affrontements politiques semble être un discours monotone, déjà périmé, surtout après dix années de gouvernement sandiniste, mais, hélas, toujours d'actualité.

Aujourd'hui, la population souffre. Même si le FSLN s'est conquis une place de prestige, le peuple en a assez d'être le « trampoline » des uns et des autres. Au-delà des partis, il réclame sa place. Pour qu'il l'obtienne, la solidarité est toujours à l'ordre du jour. Solidarité des autres peuples. Et la meilleure façon de faire avancer cette revendication, c'est de pratiquer l'action directe !

Fatima

Information transmise par le groupe Emma-Goldman de Bordeaux (FA). Traduction : Association de Solidarité avec les Peuples d'Amérique Centrale (ASOPAC), 128 résidence Le Pintey, avenue de la Roudet, 33500 Libourne.

N.B. : A paraître dans nos prochains numéros, un dossier plus complet sur la situation économique et sociale au Nicaragua.

Femmes palestiniennes emprisonnées

L'Organisation des Femmes pour les Prisonnières Politiques en Israël (WOFPP) est un groupe de soutien pour des prisonnières politiques palestiniennes détenues dans les prisons israéliennes. Ces femmes âgées de 12 à 62 ans sont sujettes à de longues détentions sans procès, au manque de soins médicaux, à l'isolement et à des tortures psychologiques et physiques. Le collectif WOFPP cherche à encourager une correspondance avec ces prisonnières pour briser un peu leur isolement. Le collectif peut vous communiquer des informations plus spécifiques tant sur chacune de ces femmes que sur ses activités.

WOFPP, POB 31811, Tel Aviv, Israël. Tél/Fax (3) 294-510.

Information : « Love & Rage » (Etats-Unis)

QUÉBEC

Les autochtones continuent leur lutte de libération (II)



Septembre 1990 : barrage des autorités face aux Mohawks. © Komulainem/Sipa press.

L y a un peu plus d'un an, le Québec sortait d'une crise sans précédent où s'opposèrent les forces policières de la Sûreté du Québec (SQ) et un groupe de guerriers mohawks, regroupés à Kanehsatake, à quelques dizaines de kilomètres au nord-ouest de Montréal. Un échange de coups de feu, provoqué par l'assaut de la SQ contre une barricade mohawk, le 11 juillet, a fait un mort parmi les policiers. Durant tout l'été, le Québec et le Canada connurent les pires tensions entre autochtones et allochtones depuis plusieurs décennies.

Cette crise a eu des répercussions jusqu'aux Nations unies et au Parlement européen. L'image d'un Canada et d'un Québec incapables de traiter convenablement avec les premiers habitants de leurs territoires est apparue devant le monde entier. Surprise, étonnement, malaise profond ont traversé les sociétés québécoise et canadienne, déjà en état de choc à la suite de l'échec des négociations constitutionnelles qui devaient reconnaître au Québec un statut de société distincte sans remettre en question l'essentiel des institutions fédérales (c'est-à-dire centrales) de l'Etat canadien.

Un an plus tard, la situation demeure toujours aussi bloquée. On se retrouve à nouveau dans un débat visant une réforme constitutionnelle en profondeur de la « fédération » canadienne où les enjeux majeurs concernent l'adhésion ou le retrait du Québec, la réforme du Sénat et la création de nouvelles institutions politiques et économiques. Pour les Amérindiens et les Inuits, très peu de choses.

Autant à Ottawa qu'à Québec, les gouvernements se limitent à des déclarations générales. Le gouvernement fédéral a annoncé la mise sur pied d'une commission d'enquête sur la situation des autochtones alors que celle-ci a déjà fait l'objet de multiples études et rapports. Dans son projet de réforme constitutionnel, dévoilé à la fin du mois de septembre, le gouvernement canadien propose un vague droit à l'autonomie gouvernementale pour les peuples autochtones qui devra faire l'objet de négociations avec les onze gouvernements du Canada. Cette

autonomie gouvernementale pourrait être renvoyée à dix ans plus tard s'il n'y a pas d'entente et, finalement, ce droit pourrait faire l'objet d'interprétation par les tribunaux.

Le gouvernement du Québec, pour sa part, continue à traiter les dossiers autochtones à la pièce et à envisager, encore une fois, la définition d'une politique gouvernementale en matière autochtone avant de s'engager dans un processus de négociation véritable avec les premières nations. Pendant ce temps, les questions de fond, celle du droit à l'autodétermination, notamment, demeurent sans solution. Pendant ce temps, d'autres affrontements risquent d'éclater à plus ou moins brève échéance.

Les événements de l'été 1990

On peut se demander pourquoi la situation a « soudainement » dégénéré en affrontements violents en plein été 1990, à cet endroit précis. En fait, rien n'est arrivé soudainement. Depuis plusieurs mois, un groupe de Mohawks de Kanehsatake avait installé une barricade sur une route secondaire afin d'affirmer les droits de leur nation sur un territoire situé à proximité d'un terrain de golf appartenant à la municipalité Oka. Un projet d'agrandissement du club de golf et de développement domiciliaire menaçait de compromettre définitivement les revendications mohawks à cet endroit. Malgré l'évidence des risques d'affrontement et des nombreux signes précurseurs annonçant une crise majeure, les gouvernements du Canada et du Québec ont laissé pourrir la situation.

A la mi-juillet, le maire d'Oka décide que le blocus de la petite route a assez duré ; il veut aller de l'avant avec ses projets d'agrandissement du golf et de développement domiciliaire dans lesquels il est personnellement impliqué. Comme il a déjà obtenu une décision de la Cour ordonnant le démantèlement de la barricade sur cette route, il demande à la Sûreté du Québec d'intervenir et d'assurer la libre circulation sur la route en question.

La SQ intervient au petit matin du 11 juillet. Les Mohawks, avec leurs guerriers bien

armés et entraînés, résistent et parviennent à repousser les policiers. Un policier meurt dans l'opération, atteint par une balle du même calibre que celui utilisé par la SQ : les Mohawks construisent de nouvelles barricades sur la route principale traversant Kanehsatake et Oka.

Aussitôt connue, cette situation provoque une action de solidarité à Kahnawake située sur la rive sud du Saint-Laurent, face au centre-ouest de l'île de Montréal. Les Mohawks bloquent les routes ainsi que le pont Mercier, qui relie l'ouest de Montréal aux municipalités de la rive sud ; ces routes et le pont resteront fermés jusqu'à la fin de la crise, à la fin septembre. Dans les jours et les semaines qui suivent, d'autres actions de solidarité seront organisées par d'autres nations autochtones au Québec et au Canada. Des routes sont bloquées, des voies ferrées coupées, des manifestations de toutes sortes se multiplieront un peu partout au Canada.

A partir de ce moment, la crise prend une ampleur inimaginable dans un pays où les conflits sociaux sont habituellement rapidement mis en échec par la répression policière et judiciaire. Les Mohawks refusent de céder devant cette répression et la faction armée, les guerriers (on les appelle *warriors* en Amérique du Nord), fortifie ses positions : on consolide les barricades et on creuse de profondes tranchées. De leur côté, les policiers érigent d'autres barricades devant celles des Mohawks, et ils interdisent complètement toute circulation en direction ou en provenance de Kahnawake et Kanehsatake.

En même temps, le gouvernement du Québec, par l'intermédiaire du ministre délégué aux Affaires autochtones, tente de convaincre les Mohawks de mettre fin à leur blocus. Les discussions aboutissent le 12 août par une entente, établissant les conditions à réunir avant que ne puissent débiter des négociations pour trouver une solution aux différends entre les Mohawks et les gouvernements du Québec et du Canada.

Serge Roy
(membre du Comité d'appui aux premières nations du Québec)

(Fin de la première partie)

Ciné sélection

Mizoguchi : les femmes dont il nous parle

Mizoguchi revient sur nos écrans. Mizoguchi est né en 1898 à Ushima dans le vieux Tokyo. Issu d'un milieu extrêmement modeste, autodidacte, il acquiert une solide culture picturale, musicale et littéraire. Il fut l'un des plus grands créateurs de l'histoire du cinéma, renouvelant l'histoire des formes cinématographiques, du muet au parlant. Le cinéma de Mizoguchi accorde à la femme une grande place ; près de vingt films sur la prostitution, trois films sur des femmes qui menèrent des luttes politiques, *Symphonie de la grande ville* (1929), *La Victoire des femmes* (1946), *Flamme de mon amour* (1948). Ce dernier retrace la vie d'une féministe japonaise de l'ère Meiji (1870), qui développa des idées sur la destruction du système familial contre lequel elle mena bataille. Près de treize films sur l'oppression de la femme dans la famille et dans la vie quotidienne.

La prostitution, Mizoguchi l'aborde autant dans les *gendai-geki* (films à sujets traditionnels) que dans les *gendai-geki* (films à sujets contemporains), montrant ainsi que de la féodalité à l'époque moderne, il y a une continuité, et que la prostitution est un fléau qui trouve les mêmes racines sociales et économiques, quelle que soit l'époque. Mizoguchi refuse de faire le jeu des traditions japonaises en matière de hiérarchie prostitutionnelle. Une hiérarchie qui favorise la *geisha*, honore la *maiko* (*geisha* de luxe), méprise et humilie la prostituée *pan-pan* (prostituée pratiquant les passes à la chaîne), montrant par là qu'il s'agit d'une même et seule femme, car l'éducation et la vie « luxueuse » et « dorée » de la *geisha* l'achemine lentement vers une seule destinée : la descente aux bordels minables, la maladie et la mort. *La vie de O'Haru, femme galante*, retrace le mieux cette trajectoire. O'Haru, femme victime des hommes et de la société, accumule malheur sur malheur, franchit toutes les étapes, du sommet aux bas-fonds, n'étant plus considérée comme un être humain, mais comme une marchandise ballottée, troquée de-ci, de-là. O'Haru, femme galante finira mendicante, seule, marchant inexorablement

vers la mort. Dans son œuvre, Mizoguchi montre les causes économiques et historiques de la prostitution : guerre, viols de jeunes femmes par des soldats-pillards, inflation, chômage, misère économique après la défaite du Japon en 1945. Mizoguchi, s'il montre les femmes victimes, montre aussi les hommes coupables, car principaux profiteurs de la misère et de la déchéance de la femme. Le personnage de la prostituée cadette dans *Les Sœurs de Gion* affirme : « Tous les hommes sont nos ennemis, et font notre malheur ». C'est pourquoi, elle se « déclare en guerre », et prétend en tirer le maximum. On la retrouvera, à la fin du film, infirme après avoir été victime d'une agression physique, et sur le lit d'hôpital elle déclare à sa sœur aînée : « Pourquoi existons-nous ? A quoi servent les geishas ? Nous ne devrions pas exister, car nous ne servons qu'à souffrir dans cette société, et cette souffrance est inutile ».

L'oppression de la femme dans la famille. Par son éducation, la femme japonaise traditionnelle doit obéissance et respect au père et au mari. La femme est éduquée pour contracter un mariage qui permette de préserver le patrimoine familial : nom, rang social, fortune, reproduction (*Le Destin de Madame Yuki*, *La Dame de Musashino*). La femme, si elle ne peut ni travailler ni être mariée, est vendue par sa famille (*O'Haru, femme galante*, *Les Musiciens de Gion*, *La Rue de la honte*). La relation d'époux est toujours montrée comme une relation où l'homme jouit de privilèges intellectuels (droit à la culture), économiques (droit de préemption sur les biens de sa femme). A la femme revient le devoir d'entretenir la maison, de procréer, de servir, de donner satisfaction sexuelle et d'être fidèle (*Le Destin de Madame Yuki*, *La Dame de Musashino*, *Chrysanthèmes tardifs*, *Mademoiselle Oyu*). Certes, la société japonaise a bien changé, depuis la mort de Mizoguchi, car les femmes y ont lutté contre la barbarie imposée. Il n'en demeure pas moins qu'un des plus grands artistes du XX^e siècle, par son réalisme et sa force poétique, s'est insurgé dans son œuvre contre cette oppression séculaire. Il semble que la sœur de Mizoguchi fut vendue comme prostituée, sa mère connut plus ou moins le même sort et mourut folle. Ceci expliquerait la sincérité et la force de la révolte du poète. C'est ce qui nous le rend si proche.

Laura L. « Fondu au Noir »

REVUE

« Mieux vaut en rire »

Reiser, Siné, Loup, Cabu, Cardon, Lefred-Thouren, Brito, Willem et tant d'autres... Ils sont venus, ils ont tous là. Des dossiers, des interviews, des informations et, forcément, beaucoup de dessins.

Depuis quelques années, André Baur anime cette revue entièrement consacrée au dessin de presse. Un travail considérable qui vaut le détour. En plus des meilleurs dessinateurs et caricaturistes, connus ou inconnus, on y retrouve la plume féroce, rebelle et avertie, d'un inconditionnel du genre.

Pascal Didier

N.B. : 22 numéros sont déjà parus. Renseignements et abonnements en écrivant à André Baur : 24 rue du chardon, 57100 Thionville. Vient de sortir un numéro spécial « 1492-1992 : 500 ans d'oppression » (cf. *ML* n° 855).

« Le Pied au cul »

Les premiers ont fait sourire. Faut dire que dans le genre misère, fagotés comme l'as de pique, sapés grisaille, cradocos, destroys, arrachés... bonjour ! Ou plutôt bonsoir, car pour se cogner la lecture d'un foutoir faisant systématiquement dans le touffu microscopique à la mode pattes de mouche et compagnie... fallait avoir envie !

De cela, le zine se moquait et se moque toujours. Son trip à lui, c'est le « dire ». Le « gribouillé ». Vite. Facile. Pas cher. Vrai... Le reste !

Paradoxalement, ces espèces de brouillons au look de souillons dont le seul désir est d'écrire et de dessiner une soupe à la grimace révolte sont vachement lus.

Paradoxalement... voire !

Quand j'ai commencé (avec des lunettes et des pincettes) à jeter un œil ethnologique sur ce n°2 du *Pied au cul*, j'ai tout de suite été frappé par le ton. Un ton direct. Vrai. Vivant. Et, je t'assure, rien que ça, ça le fait flasher. Et t'accrocher. Aux textes de fond (bien sûr) comme « La peste émotionnelle de l'écofascisme » de Philippe Pelletier, « Pour un syndicalisme

anti-autoritaire et révolutionnaire », « Plate-forme des comités d'action contre l'isolement carcéral », « Appel pour une redécouverte des peuples des Amériques d'hier et d'aujourd'hui », « Jean Vigo : amertume et révolte », « L'Alternative »... Mais également aux infos en tous genres, aux poèmes (supers) et même (mais oui !) aux interviews de groupes comme Real Cool Kealers, Sink, Scalpers...

Comme quoi !

Comme quoi, quand on « tchatte » avec son cœur et ses tripes, qu'on laisse sa révolte se balader en dehors des sentiers battus de la langue de bois et qu'on se prend en main sans pour autant se prendre au sérieux... peu importe le look. Ce n° 2 du *Pied au cul* et le formidable travail de Franck Buendia, qui en est l'âme et la cheville ouvrière, en est la preuve la plus magistrale qui soit.

A vos... lunettes.

Jean-Marc Raynaud

N.B. : *Le Pied au cul* est en vente à la librairie du Monde Libertaire au prix de 10 F.

NOTES DE LECTURE

« L'islamisme dans tous ses états »

Mohammed Harbi, éd. Arcantère-François Majault

Plutôt que de nous faire une théorie de l'islamisme, Mohammed Harbi nous propose de nous plonger dans les textes eux-mêmes. Il a rassemblé en un ouvrage des écrits islamistes qui nous révèlent à la fois leur vision du monde, et leurs techniques d'affrontement avec les pouvoirs en place. Ce livre ne porte pas sur l'islam en tant que religion, mais sur l'idéologie islamiste, dont la finalité est explicitement politique.

« Nous parlons des islamistes en les laissant parler et sans les vêtir d'autres habits que les leurs. Parfois leur langage incite à la réflexion et invite au dialogue. Mais leur démarche aussi procède d'un souci tactique et utilise le double langage. Dans les pays islamistes, ni le haut ni le bas de la société n'ont jamais connu la liberté. Les Etats méprisent le droit et érigent l'arbitraire en norme. La responsabilité des régimes en place est à cet égard écrasante. »

R. B.

N. B. : *L'islamisme dans tous ses états*, Mohammed Harbi, éd. Arcantère-François-Majault. Prix : 150 F.

SOUSCRIPTION

Deux nouveaux ouvrages vont paraître :

- *Les écrits pédagogiques de Sébastien Faure*, réunis et présentés par J.-P. Jullien ;

- *Cempuis, une expérience d'éducation libertaire à l'époque de Jules Ferry (1880-1894)*, par Nathalie Brémand.

Prix de vente pour chaque ouvrage : 80 F.

Une souscription est lancée pour faciliter leur parution, elle est de 140 F pour les deux publications.

Les chèques sont à libeller à l'ordre de Claude Delattre, et à envoyer aux éditions du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

3615 RLIBERTAIRE

De province, comme de Paris, pour tout savoir sur l'actualité de Radio-Libertaire, du *Monde Libertaire*, de la librairie du Monde Libertaire et de la Fédération anarchiste, n'hésitez pas à utiliser le 3615 RLIBERTAIRE.

Pour communiquer avec « Radio-Esperanto-Parizo » (89.4 FM), consultez le MINITEL. Tapez 3616 RLIBERTAIRE (+ envoi), puis tapez MES (+ envoi), puis ENVOI. Ensuite, cherchez « Radio-Esperanto » dans l'annuaire des abonnés, grâce à SUITE et, enfin, écrivez vos coordonnées et votre message en suivant la procédure.

TLP-Dejazet : gala de soutien à Radio-Libertaire

Serge Utgé-Royo

et en 1^{ère} partie... Frédérique

dimanche 23 février 16 h

41, bd du Temple (M^o République), 75003 Paris. Tél. : 42.74.20.50.

Prix : 130 F (carte de soutien à RL : 90 F).

Les choix du hallebardier



Quincaillerie, théâtre de la Tempête, Cartoucherie de Vincennes (M^o Château-de-Vincennes). Une navette est à disposition. Tous les soirs à 20 h 30.

Les Comédies griffues, par le théâtre du Campagnole. Mise en scène de Jean-Claude Peuchenaud. A 20 h 30, à la piscine de Chatenay-Malabry, 254, Avenue Division-Leclerc (RER Antony). Navette gratuite à partir d'Antony.

Un Homme ordinaire d'Alan Drury, mise en scène d'Anne Barlind avec Richard Le Teurtre, au Petit théâtre de Clichy (ex-Arc), 3 rue du Docteur-Calmetre (M^o Mairie-de-Clichy ou Porte-de-Choisy), à Clichy. Représentation du mardi au samedi à 20 h 45.

La Valse avant la nuit de Benoît Marbot au Lucernaire à 21 h 30. Relâche le dimanche.

L'illusion comique de Corneille, par l'Attrape-Théâtre, jusqu'au 16 février, du mardi au samedi à 18 h 30. Dimanche : 20 h. Théâtre du Ranelagh, 5 rue des Vignes (M^o Mueette) 75016 Paris.

La Malédiction de la famille Guergand. Mise en scène de Marc Seld au Roseau-Théâtre, 12 rue du Renard (M^o Hôtel-de-Ville, Les Halles ou Rambuteau) 75004 Paris. Représentation à 21 h. Relâche dimanche et lundi.

RENDEZ-VOUS

BOURGOIN-JALLIEU
Le groupe FA et le collectif anarchiste de Bourgoin-Jallieu organisent le lundi 3 février à 20 h 30 au 20, rue Joseph-Seigner une conférence-débat sur l'IVG et la contraception avec un militant du Planning familial et Thyde Rossel, membre de la commission « Femmes » de la FA.

DOUAI
Une présence FA existe sur Douai. Pour la contacter, écrivez au CCL, 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille, qui transmettra.

LYON
L'Union locale diffuse son émission « Idées Noires » le mercredi de 21 h à 22 h sur Radio-Canut (102.2 FM).

GRENOBLE
Le groupe Jules-Vallès de la FA organise le mardi 4 février, à 20 h 30, une rencontre-débat sur l'avortement et la contraception, qui sera animée par Thyde Rossel. Cette rencontre se déroulera au Planning familial, 36, rue Lesdiguières, 38000 Grenoble.

NANTES
Retrouvez le groupe Milly-Witkop de la FA et l'OCL-Nantes dans le « Magazine libertaire » sur Radio-Alternantes (97.5 FM) les mardis 11 et 25 février. Contact : « Magazine libertaire », Radio-Alternantes, 19, rue de Nancy, 44300 Nantes.

UNION RÉGIONALE PARISIENNE
Première liste des points de vente du Monde libertaire sur Paris et Lagny :
- groupe Ubu : gare de l'Est (10^e), mercredi à 17 h ;
- groupe Louise-Michel, marchés du Poteau et Lepic (18^e), dimanche de 10 h 30 à 12 h ;
- groupe de la Villette : marché de Joinville (19^e), dimanche de 11 h à 12 h ;
- groupe Pierre-Besnard : marché de la place des Fêtes (19^e), dimanche de 10 h 30 à 12 h ;
- groupe Eugène-Varin : marché de Lagny, dimanche de 10 h 30 à 12 h 30.

PARUTIONS

PRESSE
Le groupe FA de Dijon a publié le n° 8 (janvier 92) de *La Mistouffe*, journal local d'information et d'expression libertaire. Prix : 5 F (port compris). Abonnement : 50 F (chèques à l'ordre de Jean-Christophe Cheval). *La Mistouffe*, 61, rue Jeannin, 21000 Dijon.

PRESSE
Le n° 30 de la revue *Infos et Analyses libertaires* de Perpignan est disponible à la librairie du Monde Libertaire au prix de 15 F. Vous pouvez aussi en disposer en écrivant à *Infos et Analyses libertaires*, BP 233, 66002 Perpignan cedex.

PRESSE
Le n° 2 de la revue *Noir* (organe de l'Union régionale Méditerranée) est disponible au prix de 10 F (port compris) et 50 F l'abonnement pour 6 numéros aux adresses suivantes :
- groupe Ascaso-Durruti : 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (permanence le samedi de 15 h à 18 h) ;
- CECL : BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex ;
- groupe Région-toulonnaise (permanence du samedi après-midi) : cercle Jean-Rostand, immeuble Lamer, rue Montebello, 83000 Toulon ;
- ADCL : 8, rue Richelmi, quartier Riquier, 06000 Nice (permanences le mercredi et le samedi de 15 h à 18 h).

PRESSE
Le n° 85 (janvier 91) de *Contre Vents et Marées* est paru. Vous pouvez vous le procurer pour 5 F (50 F l'abonnement) en écrivant à l'association « Contre-Courants », la Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu. En vente également à la librairie du Monde Libertaire.

CALENDRIER 1992 « ITINÉRAIRE »
La revue *Itinéraire* a édité un calendrier pour l'année 1992 en quadrichromie : quatre pages ornées d'illustrations sur R. Flores-Magón, E. Goldman, P.-J. Proudhon. En vente à la librairie du Monde Libertaire ou à commander à *Itinéraire*, 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles. Prix de vente : 10 F (frais de port non inclus).

SUIVANT L'EXEMPLE ALGÉRIEN...

Démocratie ou liberté ?

Idées libertaires et démocratie. Au regard de la situation algérienne, notre ami Coq's se penche sur la question de façon récurrente.

Sil l'on pouvait oublier les Algériens, qui n'ont apparemment pas fini d'en baver, la situation politique algérienne serait assez pittoresque : à ma droite, les intégristes, forts de la souveraineté populaire, prêts à prendre le pouvoir en toute logique démocratique et à installer un régime autoritaire ; à ma gauche : des militaires, qui installent un régime autoritaire pour éviter le péril islamiste, au nom de la démocratie. dans le monde entier, les démocrates sont plutôt soulagés par la suspension des élections. En France, le Front national s'indigne du coup d'Etat militaire. C'est compliqué, la politique...

En tout état de cause, voilà une situation assez exemplaire, qui appelle quelques remarques :

- premièrement : la démocratie permet l'accession au pouvoir de non-démocrates. Ça, on le savait depuis Hitler. Il est donc temps d'y penser... Ceux qui croient encore qu'une loi naturelle pousse les citoyens à voter pour les partis sincèrement démocratiques sont des idéalistes ou des crétiens ;

- deuxièmement : des masses fanatisées, c'est pénible à voir, mais c'est surtout grave quand on risque en plus de les subir : c'est-à-dire quand elles ont du pouvoir. Or, la démocratie prévoit qu'il suffit de peser d'un poids électoral suffisant pour conquérir le pouvoir, y compris et surtout celui d'imposer ses vues à la minorité. Autrement dit, la démocratie est un système potentiellement liberticide, donc dangereux.

Tout cela peut paraître paradoxal. La démocratie, nous répète-t-on à l'école et à la télé, c'est le régime parfait, en tout cas la référence indépassable, le phare de tous les peuples dans la déche. C'est le plus grand tabou politique des sociétés occidentales. En fait, l'entourloupe réside

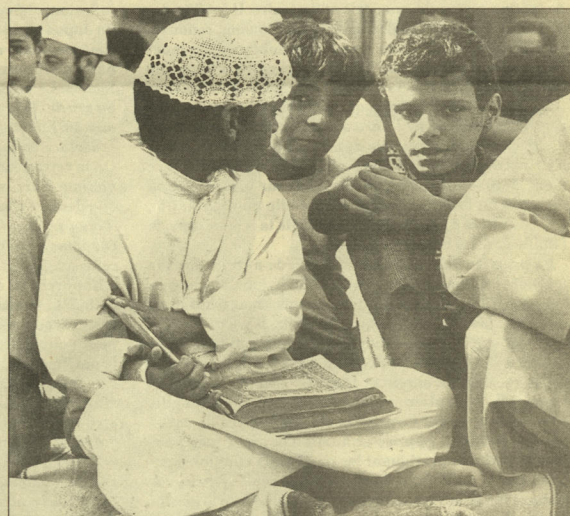
dans la confusion savamment entretenue entre deux termes antagonistes si on les étudie de près : démocratie et liberté.

L'idée démocratique repose sur deux principes : le premier, typiquement platonicien, postule que le pouvoir doit être exercé par les meilleurs d'entre les citoyens ; le second, spécifique à la démocratie, prétend que le meilleur moyen de les choisir est de s'en remettre à l'avis de la majorité.

Il existe bien ce qu'on appelle la « démocratie directe », c'est-à-dire sans intermédiaire, où chacun participe à chaque décision, dépassant ainsi le premier principe ci-dessus. Mais l'idée de décision majoritaire reste entière, avec toujours le risque d'oppression des minorités. En outre, le fonctionnement concret d'une démocratie directe reste assez obscur.

« Les anarchistes ne sont pas, n'ont jamais été, ni démocrates ni parlementaristes. »

Mais tout cela est très théorique. En général, quand on entend « démocratie », il faut comprendre « démocratie parlementaire ». Le rôle du citoyen de base se borne alors à désigner (toujours s'il est « dans la majorité ») ceux qui, des années durant, vont gouverner en son nom, sans aucun contrôle rétroactif possible. Le pouvoir politique n'appartient donc même pas à la majorité, mais à une ultra-minorité, quelques centaines d'élus, renforcés, il est vrai, par de puissants intérêts financiers, militaires ou autres...



Jour de prière à Bab-el-Oued. © AFP.

En fait, le relatif droit d'expression dont jouissent les minorités politiques et sociales des démocraties occidentales ne représente pas l'aboutissement de la démocratie, mais un frein aux excès qu'elle peut engendrer. Il suffit de voir les réactions politiques aux élections algériennes pour s'en persuader : le FIS en Algérie et le Front national en France, Jean-Marie Le Pen en tête, apparaissent, en l'occurrence, comme les seuls défenseurs de la démocratie *stricto sensu*. Ces partis savent d'ailleurs qu'une fois au pouvoir, ils trouveront suffisamment de moyens de manipulation et de répression pour continuer sans risque le jeu électoral tant que nécessaire. Et en face, chez les démocrates libéraux français, il n'est pas sûr que l'idée d'un petit coup de force militaire pour barrer la route au Front national, en cas de besoin, semble si monstrueuse que ça, face au « pire »...

Résumons-nous : les anarchistes ne sont pas, n'ont jamais été, ni démocrates ni parlementaristes. Ils sont libertaires et fédéralistes. Libertaires, ils refusent toute coercition sur quelque individu ou groupe d'individus que ce soit, si ce n'est dans le cadre du respect d'engagements mutuels librement contractés. Fédéralistes, ils ont compris que l'idée du bien absolu, but à atteindre du gouvernement idéal, est une dangereuse utopie. C'est à chacun de se faire une idée d'où se trouve son bonheur, puis de chercher à l'atteindre. Cela entraîne essais, erreurs, réussites et organisation. Une organisation efficace et rigoureuse, et surtout librement décidée, avec qui veut bien. Dans ce cadre, et dans ce cadre seulement - auquel il faut ajouter un indispensable volet égalitaire - la libre fédération de producteurs, consommateurs, habitants d'un même immeuble, quartier ou commune, cette organisation non imposée au nom de notre intérêt par des gouvernants, permettra d'allier efficacité et liberté. Ce ne sera pas une société parfaite. Ce sera, sur des bases saines, une société sans cesse améliorable, discutable, possible, anarchiste.

Coq's

Le dessin de la semaine



SOMMAIRE

PAGE 1 : Plaidoyer pour les oubliés, Europe 93... capitaux sans frontières, Editio.
PAGE 2 : le travail social...
PAGE 3 : Plaidoyer pour les oubliés (suite de la « une »), Paris contre Le Pen, Sus à *Mordicus* !
PAGE 4 : CGT... vers le renouveau ? Hersant à la coule ? Assises nationales des jeunes des banlieues.
PAGE 5 : Europe 93... (suite de la « une »), Le blindage de la Maréchale (billet d'humeur), Tours... une antifasciste condamnée, Associations, Nouvelles du front.
PAGE 6 : Nicaragua... échos d'après-guerre, Québec... les autochtones continuent leur lutte de libération (I), Femmes palestiniennes emprisonnées.
PAGE 7 : Ciné sélection : Mizoguchi, Les Choix du hallebardier, « Mieux vaut en rire », « Le Pied au cul », « L'islam dans tous ses états » de Mohammed Larbi, .
PAGE 8 : Démocratie ou liberté ? , Infos FA.